



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 17/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ABCDE

951 Rue Reguenel
88800 Mandres-sur-Vair

Références : S-23-930RP

Code AIOT : 0006209873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023, dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action collective sur la prévention des risques incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE située à Mandres sur Vair est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 à exploiter une plateforme de compostage.

Les installations contrôlées sont celles soumises au régime de la déclaration relevant de la rubrique n° 1532-stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés de la nomenclature des installations classées et régis par l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016.

Les dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 05 décembre 2016 sont applicables aux installations existantes déclarées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 05 décembre 2016, dans les conditions précisées en annexe III qui laisse des délais d'application.

La société ABCDE est déclarée depuis le 08 juillet 2016, elle est donc soumise à l'annexe I applicable aux installations existantes dans les conditions de l'annexe III.

Le thème de visite retenu est la prévention des risques incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité de bois stockée	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L. 512-10	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2. a)	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2. b)	/	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.3.	/	Sans objet
5	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents communiqués par la suite par l'exploitant ne relèvent pas de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de bois stockée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L. 512-10
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : <p>Le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté les prescriptions générales applicables à certaines catégories d'installations soumises à déclaration.</p> <p>Pour le stockage de Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés [...] dont le volume est supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³, l'activité relève de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées soumis au régime de la déclaration.</p> <p>Ces arrêtés s'imposent de plein droit aux installations nouvelles.</p> <p>Ils précisent, les délais et les conditions dans lesquels ils s'appliquent aux installations existantes.</p>
Constats : <p>La société ABCDE a transmis à l'inspection des données actualisées sur la quantité stockée de déchets verts (branchages, produits structurants). Le volume est de 3700 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2. a)
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
Constats : <p>La société ABCDE dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 61 extincteurs sont disposés sur tout le site, ils sont accessibles et visibles par le personnel. Ils ont été vérifiés le 26 avril 2023 par la société PROPARTNER Incendie située à LESMENILS (54).- Pour alerter les services d'incendie et de secours (SDIS), chaque personnel travaillant sur le site est en possession d'un talkie-walkie pour appeler le bureau qui est équipé d'un téléphone avec ligne fixe et d'un téléphone portable.- Un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local est présent sur place. <p>L'inspection recommande à l'exploitant d'organiser un exercice incendie avec l'intervention du SDIS sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2. b)
Thème(s) : Risques accidentels
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2. a)
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <p>a) Pour toutes les installations :</p> <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
Constats : <p>La société ABCDE dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 61 extincteurs sont disposés sur tout le site, ils sont accessibles et visibles par le personnel. Ils ont été vérifiés le 26 avril 2023 par la société PROPARTNER Incendie située à LESMENILS (54).- Pour alerter les services d'incendie et de secours (SDIS), chaque personnel travaillant sur le site est en possession d'un talkie-walkie pour appeler le bureau qui est équipé d'un téléphone avec ligne fixe et d'un téléphone portable.- Un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local est présents sur place. <p>L'inspection recommande à l'exploitant d'organiser un exercice incendie avec l'intervention du SDIS sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Prescription contrôlée : <p>b) Pour les parties de l'installation à risque :</p> <ul style="list-style-type: none">- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.
Constats : <p>La société ABCDE dispose d'une réserve d'eau de 1000 m³ raccordée à deux poteaux incendies privés ainsi que d'un poteau incendie public situé à moins de 200 mètres des installations. La dernière vérification de la conformité des poteaux incendies a été réalisée le 19 juin 2023. Le débit du poteau incendie public, qui a été mesuré à 106 m³/h sous 1 bar, est classé "conforme".</p> <p>Sur la cartographie du site de la défense incendie (DECI), il est noté que le poteau incendie public n°1 a subi une reconnaissance opérationnelle le 14 octobre 2019 et un contrôle technique triennal (169 m³/h sous 1 bar) avec un état "opérationnel" relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.3.
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des installations indiquant les différentes zones de dangers, avec la signalisation des risques dans chaque zone. Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas relevé d'incohérence avec le plan présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 2.2
Thème(s) : Autres
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).
Constats : L'inspection constate, après avoir fait le tour du site, que les abords des bâtiments sont maintenus propres et nettoyés.
Type de suites proposées : Sans suite